

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DE POLY CULTURE-ÉLEVAGE, ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS
(À L'EXCEPTION DE LA PISCICULTURE), VITICULTURE,
DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE ET DE PÉPINIÈRE
(Alsace)**

(17 décembre 2007)

(Etendu par arrêté du 8 juin 2009,
Journal officiel du 18 juin 2009)

AVENANT N° 5 DU 26 AOÛT 2015

NOR : AGRS1697204M

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Bas-Rhin
Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin
Syndicat des pépiniéristes viticoles d'Alsace
Fédération des syndicats de maraîchers d'Alsace
Association des viticulteurs d'Alsace
Groupement des producteurs négociants du vignoble alsacien
Association des fermes-auberges du Bas-Rhin
Association des fermes-auberges du Haut-Rhin
Syndicat des horticulteurs du Bas-Rhin
Syndicat des horticulteurs du Haut-Rhin
Syndicat des pépiniéristes d'Alsace
Syndicat des entrepreneurs des territoires du Bas-Rhin
Syndicat des entrepreneurs des territoires du Haut-Rhin
Section CUMA de Coop de France Alsace

D'une part, et

Union régionale d'Alsace des syndicats CFDT
Union régionale d'Alsace des syndicats CFTC
Union régionale d'Alsace des syndicats CGT
Union départementale des syndicats CGT-FO du Bas-Rhin
Syndicat des cadres d'exploitations agricoles, section du Bas-Rhin et du Haut-Rhin

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

PRÉAMBULE

Afin de procéder au rééquilibrage du régime de prévoyance et se mettre en conformité avec la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif du 17 décembre 2007 précité.

Ainsi :

Les taux de cotisation sont majorés.

Les dispositions relatives à la portabilité sont intégrées.

Article 1^{er}

Hausse des cotisations

Dans l'article 2 : « Régime de prévoyance obligatoire », au 5^e alinéa « Dispositions communes », le paragraphe 1.2 « Taux de cotisations et répartitions » est ainsi modifié :

« 1.2. Taux de cotisations et répartitions

Les garanties du présent accord sont financées par une cotisation globale de 1,86 % ainsi répartie :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Décès	0,15	0,08	0,07
Incapacité de travail	0,93	0,49 (*)	0,44
Invalidité	0,61	0,48	0,13
Assurance charges sociales patronales	0,17	0,17	—
Total	1,86	1,22	0,64
(*) Correspond au financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 modifié par la loi de modernisation du marché du travail du 28 juin 2008 ainsi qu'au financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle. »			

Article 2

Portabilité

Dans l'article 2 : « Régime de prévoyance obligatoire », à la fin du 5^e alinéa « Dispositions communes », il est ajouté un paragraphe 4 « Portabilité » rédigé comme suit :

« 4. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cession du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultat. »

Article 3

Annexe

Pour information, il est ajouté une annexe relative aux dispositions légales sur la portabilité à la fin du présent avenant.

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant prend effet au premier jour du trimestre suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Toutefois, l'article 2 du présent avenant prend effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales sur la portabilité des garanties complémentaires des salariés au titre de la prévoyance (le 1^{er} juin 2015).

Fait à Strasbourg, le 26 août 2015.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

« Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au 1^{er} alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »